

# TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

**SOCIALISTE**

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 292. — 25 juin 1966

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

## LE TOURNANT DU CAPITALISME FRANÇAIS

(p.p. 4 et 5)

PEUGEOT

REIDUET

# Communiqué du PSU

Réunies en assemblée générale, le 16 juin, les six sections P.S.U. de la 54<sup>e</sup> circonscription de la Seine (Sceaux, Châtenay-Malabry, Châtillon-sous-Bagneux, Clamart, Fontenay-aux-Roses, Le Plessis-Robinson) ont, à l'unanimité, demandé à Edouard Depreux d'être leur candidat aux élections législatives et à Jean-Pierre Courteille d'être son suppléant.

## ● Fédération de Paris : assemblée générale d'information

Assemblée générale d'information de la Fédération de Paris du PSU sous la présidence de Claude Salord, le lundi 27 juin à 21 h, salle Lancry, 10, rue de Lancry (métro République).

— Organisation du travail de la Fédération en vue des législatives, par Jean-Claude Gillet ;

— Les suites de la rencontre socialiste de Grenoble et les contacts pris avec le PCF et la FGDS en vue d'élargir les travaux des commissions, par Serge Mallet ;

— La préparation du programme commun de la gauche. Le contenu des discussions avec le PCF, par Christian Guerche ;

— Analyse de la situation politique en prévision des législatives, par Jeanine Parent et Pierre Naroin.

Les conclusions seront tirées par Philippe Laubreaux.

Présence indispensable de tous les militants (sur présentation de la carte 1966).

## Hautes-Alpes : week-end d'études les 25 et 26 juin

Les Fédérations des Hautes-Alpes et de l'Isère du P.S.U. organisent un week-end d'études consacré à l'économie montagnarde et au tourisme social, les samedi 25 et dimanche 26 juin à Chantemerle près de Briançon, à l'hôtel « Le Clos ». Ce week-end sera animé par Georges Séruet, du bureau national du P.S.U.

Le samedi après-midi sera plus spécialement consacré à l'examen de problèmes politiques généraux tandis que le dimanche la session s'ouvrira très largement à tous les sympathisants pour une mise en commun d'expériences et une réflexion autour de réalisations locales.

Inscriptions : P.S.U., 6, place Saint-Bruno, Grenoble.

## ● Edouard Depreux en Charente-Maritime

Dimanche prochain, 26 juin, Edouard Depreux, secrétaire national du P.S.U., présidera le Congrès fédéral du P.S.U. qui aura lieu à Pissany, dont le maire est notre camarade Michel Boucher, membre du C.P.N.

Il y trouvera une fédération en bonne santé qui a accompli des progrès en 1966 et qui espère bien continuer sur sa lancée.

La veille, samedi 25 juin, à 21 h., salle de la mairie à Saintes, Edouard Depreux exposera aux militants et sympathisants du P.S.U., nombreux au cœur de la Saintonge, la position du parti sur l'union de la gauche, à quelques mois des élections législatives.

La fédération demande à tous les militants des villes environnantes d'assister le dimanche au Congrès et le samedi à la réunion de Saintes. Amis de La Rochelle, Rochefort, Royan, Jonzac...

## PRENEZ DES CONTACTS

A tous nos amis qui partiront en vacances en France ou à l'étranger, je demande de prendre contact avec les camarades qui se trouvent dans les localités où ils se rendront.

L'expérience prouve que de tels contacts sont profitables aux uns et aux autres. De solides amitiés se sont ainsi nouées.

Le secrétariat du P.S.U. est à votre entière disposition pour vous donner les adresses utiles.

E. Depreux.

## ● Collecte Vietnam

De très nombreux colis nous sont parvenus.

De plus, nous avons reçu à ce jour 2.000 F en espèces qui vont permettre d'acheter d'autres médicaments nécessaires.

Nous remercions les Fédérations et les camarades adhérents ou sympa-

thisans qui nous ont envoyés colis et argent.

Nous les encourageons à continuer leurs efforts :

— en nous envoyant les colis de médicaments utiles (signalés auparavant) ;

— en participant à la souscription nationale « Pour le Vietnam », C.C.P. 20-1742 Paris.

## M.C.A.A. : Contre les essais nucléaires de Polynésie

Le Mouvement contre l'armement atomique élève une protestation solennelle contre les essais nucléaires français en Polynésie prévus au début du mois de juillet.

Alors que nos ressources financières, énergétiques et humaines pourraient être employées dans une lutte plus active, en France et dans le monde, contre la faim, la maladie, la misère et l'ignorance, nous les gaspillons sans compter pour participer à une entreprise de suicide universel.

Les expériences nucléaires en Polynésie française constituent une grave menace pour les populations des îles du Pacifique Sud et des pays riverains par suite de la contamination radioactive de l'atmosphère et des eaux, de l'accumulation des éléments nocifs dans la chair des poissons et, enfin, par le risque des retombées accidentelles en dehors de la zone protégée, comme cela s'est produit après l'explosion de Bikini du 1<sup>er</sup> mars 1954.

Nous protestons de toutes nos forces contre le crime que l'on commet en notre nom. Si d'autres nations l'ont commis avant nous, nous avons le devoir de ne pas les suivre dans cette voie et de mettre un frein à la course aux armements nucléaires.

Le M.C.A.A. organise jeudi 23 juin, à 21 heures, au Palais de la Mutualité, un grand meeting de protestation, placé sous la présidence de M. Jean Rostand.

MM. Morvan Lebesque, François Mitterrand, André Souquière et Claude Bourdet participeront au débat.

## APRES GRENOBLE

### ● Réunion à Antony

Une réunion sur les thèmes de la rencontre de Grenoble, animée par Serge Mallet, membre du bureau national et Jean-Marie Vincent, membre du Bureau national, aura lieu le jeudi 23 juin 1966 à la résidence universitaire d'Antony, pavillon D, salle 1, entrée par l'avenue de la Croix-de-Berny. Les sections voisines sont cordialement invitées. Venez nombreux participer à ce débat !

### ● A ceux qui n'ont pas encore les rapports

Il s'agit d'un fort cahier de 68 pages, qui comprend le texte de l'appel pour la rencontre socialiste, celui des rapports présentés à Grenoble, celui de la déclaration finale. Un outil indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à l'effort de recherche entrepris à Grenoble et qui veulent avoir l'ensemble des textes à leur disposition.

Envoi dès réception de la commande à Geneviève Leprieux, 187, rue du Fg Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>, C.C.P. 17933-18. Règlement à la commande. Ensemble du cahier : 5 francs.

## BULLETIN D'ADHESION

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15<sup>e</sup>)).

## AFRIQUE

# Mort d'un militant

Nous avons ici mentionné la parution du livre d'Osendé Afana : « L'Economie de l'Ouest Africain » (Editions Maspéro) ; nous avons rapidement indiqué le grand intérêt de cet ouvrage, tout en faisant part de nos restrictions à l'égard de certaines thèses que d'aucuns qualifieraient de « chinoises ». Quoi qu'il en soit, Osendé Afana appartenait à cette génération de militants africains, provisoirement mis à l'écart par des régimes néo-colonialistes et dont le retour tôt ou tard sur la scène de leur pays marquera le renouveau d'une révolution africaine qui se heurte aujourd'hui à de multiples difficultés.

La gauche africaine vit « sa maladie infantile », mais son retour est à ce point craint qu'on n'hésite pas, ici et là, à abattre ses éléments les plus valables. Ainsi peut-on retarder ce qui se dessine. Hier, c'était Mehdi Ben Barka, aujourd'hui, c'est Osendé Afana, leader de l'« Union des Populations du Cameroun », assassiné comme le furent d'autres dirigeants de l'U.P.C., Ruben Um Nyobé, en 1958, et Félix Moumié, en 1960. De source proche, nous avons pu obtenir le récit de la mort d'Osendé Afana, nous croyons bon d'en publier quelques extraits, ne serait-ce que pour démentir l'idée d'un « pax africana » bénie par les coopérations que l'on sait.

Osendé Afana avait été désigné comme secrétaire général provisoire de l'U.P.C. Cette responsabilité avait pour tâche essentielle d'éduquer les populations camerounaises pour la conquête d'une indépendance véritable.

Il rentra donc clandestinement sous maquis dans une des zones les plus arrières du Cameroun — avec un groupe de ses camarades.

Ils se mirent à construire des écoles, à soigner les paysans de telle sorte que la mission remporta de grands succès — une zone où presque la totalité de la population est illettrée et où on n'a jamais vu un comprimé d'aspirine ! Alors que les sol-

datos des fantoches viennent seulement piller les populations.

Les autorités furent immédiatement alertées et les attaquèrent dans un village alors qu'ils soignaient les populations, la première fois le 5 octobre 1965. Mais ils purent tous s'échapper.

Cette fois-ci, c'est avec l'aide d'un chef hypocrite que Osendé Afana a été lâchement assassiné.

Un membre de la famille du chef était malade. Le chef promit de venir lui administrer les soins ; en même temps, il avertit la population malade du jour de l'arrivée des camarades traitants. Il prit également soin d'alerter les militaires (depuis l'attaque du 5 octobre, l'ordre avait été donné par M. Ahidjo d'amener Osendé vivant).

Les militaires se mêlèrent à la population, tous en civil, alors que le gros des forces était caché dans les champs !

Dès l'arrivée de l'équipe soignante, les militaires se mirent à tirer sur eux. Beaucoup de morts parmi les populations et les militaires mêlés à elles ! C'était le 28 février 1966. Un combattant, voulant fuir du côté où étaient restés ses camarades, fit déborder la base aux militaires. Encerclément surprise le 5 mars. En fuyant, Osendé Afana perdit ses deux paires de lunettes et tous marchèrent dix jours sans sandales car l'attaque eut lieu dans la nuit ! Ils étaient toujours poursuivis quand, voulant se reposer, ils furent encore subitement attaqués. C'est là que Osendé Afana trouva la mort avec un autre camarade ! Il n'y eut pas d'échange de coups de feu, car les camarades étaient sans armes. Les camarades survivants passant deux jours après ne trouvèrent que la moitié des corps, les têtes avaient été emportées !

Jusqu'à présent, le monde entier s'est tu, malgré les communiqués de presse envoyés par l'U.P.C. partout. Même les journaux de Yaoundé n'ont rien dit, car M. Ahidjo a prêché dans le monde entier que la « paix » régnait chez lui, qu'il avait liquidé ce qu'il appelle le « terrorisme »...

## Justice enfin rendue à une grande œuvre!



# ROMAIN ROLLAND

Une presse enthousiaste salue le centenaire de la naissance d'un de nos grands écrivains dont l'œuvre vient de sortir du « purgatoire », cet oubli passager, injuste mais inévitable, qu'a connu par exemple celle de Victor Hugo. Jean Guehenno écrit dans le Figaro Littéraire : « J'ai vu beaucoup d'hommes et même de grands hommes, je n'en ai pas connu de plus grand ». Et André Maurois : « J'ai toujours admiré Romain Rolland ». Enfin Maurice Nadeau, dans le Nouvel Observateur : « Injustement oublié dans son pays Romain Rolland est célèbre à l'étranger. En Russie il a atteint le record absolu du tirage avec 7.500.000 exemplaires et partout dans le monde, de grandes manifestations ont lieu à l'occasion du centenaire de sa naissance ».

A cette occasion également, le texte intégral des trois œuvres maîtresses de Romain Rolland : Jean-Christophe, L'Amé Enchantée, Journal des années de guerre 1914-1919 - œuvres qui représentent 32 volumes dans des éditions ordinaires - a été publié dans une magnifique édition de bibliothèque, sur papier bible, en trois volumes seulement, trois beaux volumes 14 x 20, reliés pleine peau fauve, tête or véritable, fer spécial au dos et fillet sur le premier plat tiré au balancier à l'or fin. La Librairie Pilote vous offre pour quelques jours, à l'occasion du centenaire, ces 3 volumes réunis sous un élégant emboîtement, payables en 10 mensualités de 19,50 F, en 3 de 61 F, ou 180 F comptant, avec droit de retour dans les 5 jours. Hâtez-vous de profiter de cette occasion pour enrichir votre bibliothèque de cette œuvre qui restera comme l'une des plus riches et les plus exaltantes du début du siècle.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 22, rue de Grenelle, Paris 7<sup>e</sup>  
Veuillez me faire parvenir les 3 vol. des œuvres de Romain Rolland. Si je ne les renvoie pas dans les 5 jours dans leur emballage d'origine, je les réglerai  comptant 180 F  en 3 mensualités de 61 F  en 10 mensualités de 19,50 F  
Nom..... Prof.....  
Adresse.....  
..... Tél.....  
N° C.C.P..... ou bancaire.....  
Banque..... Ag. ou adr. ....

# VERS LA BATAILLE DES LÉGISLATIVES

L'APPROCHE des vacances amène, dans toutes les formations politiques, une accélération des préparatifs en vue de ce qui sera, personne n'en doute, la grande bataille des prochains mois, celle des élections législatives.

De Paris à Moscou, le chef de l'U.N.R. mène, avec son brio habituel, une gigantesque offensive de séduction, laissant aux experts du régime les tâches plus ingrates : on taille et recoupe les circonscriptions, on multiplie les sondages inspirés, on presse les officines de propagande en fixant le 1<sup>er</sup> septembre pour limite, on mène en secret à bien les ultimes calculs avant d'arrêter la date de la consultation comme le mode du scrutin. Cependant, les derniers arbitrages se préparent entre l'U.N.R., ses satellites et ses alliés. A ceux qui, contre toute évidence, doutent encore que gaullistes et centristes soient les frères ennemis d'un même lit, la journée d'hier vient d'apporter un nouvel avertissement : avec une convergence parfaite, les votes au Conseil municipal de Paris ont assuré l'élection de Faber, centriste et « républicain de progrès », pour succéder à l'U.N.R. Chavanac à la tête d'un bureau où l'on s'est partagé tous les sièges en famille.

Dans l'autre camp — celui de la Gauche — les préparatifs sont, certes, moins avancés, mais, après les déceptions et les alertes de ces derniers mois, il est incontestable qu'un nouveau climat s'instaure. Le « tête gauche » de la Convention des Institutions Républicaines a rencontré l'acquiescement attendu au Comité central du P.C. Discours, articles et communiqués apportent à ce mois de juin torride un peu de la fraîcheur de décembre, sauf à Marseille, bien entendu. Il est encourageant de voir les deux grandes forces de Gauche rivaliser d'ardeur sur le programme puisque le P.C.F. a présenté ses propositions et que la Fédération se dit grosse des siennes.

A partir de ces constatations, deux hypothèses sont plausibles. L'une d'elles est pessimiste et consiste à croire qu'on en restera là, que l'accord qui se prépare n'aura pour symbole que la photographie d'une poignée de mains et pour base la seule constatation de convergences générales sur la paix, le pain et la liberté. L'autre hypothèse, celle qui

est optimiste, consiste à affirmer qu'il faut, maintenant, aller plus loin, que, puisqu'il y a plusieurs programmes, le moment est venu d'une confrontation commune, qu'il faut non pas masquer les

par Marc HEURGON

divergences, mais les cerner pour les surmonter, afin d'offrir ensemble, sur chacune des grandes options, la possibilité d'un choix entre les solutions gaullistes et celles de la Gauche.

Par exemple, et pour partir du document communiste, puisque c'est le seul qui existe encore, il est peu sérieux de consacrer un long chapitre à « la souveraineté du peuple », en passant sous silence le problème essentiel de la démocratie régionale, en niant l'inadaptation des rouages actuels au besoin qu'ont les citoyens de gérer leurs propres affaires ; ne pas poser cette question, c'est laisser sans réponse le défi gaulliste, que ce soit à l'échelon des C.O.D.E.R. ou des communautés urbaines. Il n'est pas possible non plus de répondre avec succès au nationalisme gaulliste en politique étrangère si l'on ne se situe pas par rapport aux problèmes de la construction européenne, d'une planification commune, du contrôle des institutions européennes qui assureront sa mise en œuvre. Il n'est pas réaliste, enfin, de combattre les propositions gaullistes dans le domaine agricole en s'en tenant aux vieux thèmes de l'« aide aux exploitations familiales » ou de la « défense des petits paysans » sans jamais poser le problème des nécessaires transformations du régime foncier comme de la constitution d'exploitations viables.

Il faut donc que la discussion continue, c'est-à-dire qu'elle soit sans cesse nourrie. Le P.S.U. fera, pour sa part, des propositions de programme lors de son Comité politique des 9 et 10 juillet.

La logique comme le sens de l'efficacité auraient dû conduire les organisations de Gauche à prolonger le mouvement unitaire de décembre en présentant dès le premier tour, et dans chaque circonscription, une seule candidature. Il est peu probant de réclamer sans cesse un programme commun et de

prendre la responsabilité de susciter des candidats différents. On prépare mal un second tour d'union en suscitant l'affrontement au premier. Si une modification de la loi électorale impose, en fin de compte, à la Gauche de s'unir dès le premier tour, une fois de plus on aura laissé à l'adversaire le soin de déterminer notre stratégie.

Cela dit, les choses sont ce qu'elles sont. Il ne sert à rien de se lamenter sur une situation dont nous ne sommes pas responsables. Il n'est pas possible de maintenir indéfiniment des propositions dont les deux forces traditionnelles de la Gauche ne veulent manifestement pas.

Le parti communiste a fait connaître les candidats qu'il présentera dans toutes les circonscriptions. La Fédération de la Gauche démocrate socialiste annonce son intention de faire de même dans de nombreuses circonscriptions. Le P.S.U. ne sera pas absent de la bataille. Le bureau national vient de demander aux sections et fédérations de faire connaître, partout où elles l'estiment possible, les candidats qu'elles entendent présenter au premier tour. Au cours de sa session des 9 et 10 juillet, le Comité politique national aura à se prononcer sur les investitures des candidats P.S.U. comme des candidats que le P.S.U. envisage de soutenir. Ainsi, dans toutes les circonscriptions concernées, la campagne pourra commencer dès septembre.

La mise en place d'un tel dispositif n'implique nullement de notre part la volonté de rompre le dialogue avec les autres formations de la Gauche. Nous resterons ouverts à toute forme de discussion, à toute proposition d'accord. Mais il y a une constatation d'évidence : la Gauche française ne se limite pas au courant communiste et au courant social-démocrate ; leur entente est nécessaire, mais elle est insuffisante. Il n'y a pas de succès de la Gauche sans intervention en son sein de toutes les forces qui se reconnaissent dans le courant du renouveau socialiste, qui croient que, pour battre le gaullisme, il faut lui opposer dès maintenant les perspectives de la démocratie socialiste. C'est pourquoi cette présence sera, en tout état de cause, assurée dans la bataille qui va s'engager.

# LA COURSE AUX CONCENTRATIONS EST EN G

**T**ROIS faits auront dominé la scène économique et sociale du pays pendant le premier semestre 1966 : l'accord de Bruxelles sur la réalisation complète du Marché commun, l'évolution du syndicalisme français grâce à l'action menée en commun par la C.G.T. et la C.F.D.T., l'impulsion donnée au mouvement de concentration capitaliste.

Ces trois phénomènes ont des liens entre eux : c'est la réalisation du Marché commun qui pousse les affaires françaises à se concentrer et c'est le renforcement des pouvoirs des trusts qui oblige le monde syndical à développer une stratégie unitaire sur le plan des entreprises et sur le plan national. Dans cet article, nous voudrions revenir sur le mouvement de concentration pour essayer d'en dégager la signification.

## Le capitalisme français à un tournant

Durant une douzaine d'années (1950-1962), le capitalisme français aura fait de bonnes affaires ; les grands trusts ont développé leurs activités, étendu leur champ d'action, financé de grands investissements sans difficultés excessives. Trois facteurs ont contribué à cette réussite : l'existence d'un vaste secteur de petites et moyennes entreprises qui laisse des marges importantes aux grandes affaires ; l'inflation qui permet de maintenir des marges d'autofinancement substantielles ; l'aide de l'Etat qui, par ses commandes, ses crédits, ses subventions de toutes sortes, prend en charge beaucoup de pertes du système (chantiers navals, entreprises nationales) et réserve des secteurs très avantageux aux firmes privées (Dassault, commandes militaires, atomiques, spatiales, etc.).

Depuis 1962, ce beau système est fortement ébranlé par l'ouverture des frontières ; là où les trusts français disposaient de domaines réservés, la libération des échanges rétablit la concurrence et le marché ; les prix ne peuvent plus monter comme par le passé (cf. surtout sidérurgie, métaux non ferreux, chimie, automobile) ; les marges de profit s'amenuisent ; le taux d'autofinancement s'abaisse au moment où il faudrait justement de grandes ressources pour accélérer les investissements de modernisation. C'est alors que le gouvernement lance son plan de stabilisation, mais le patronat considère cette initiative, non pas comme une discipline nécessaire pour rétablir la compétitivité de l'économie française, mais comme un méchant coup bas de la part de ceux qu'il prenait pour des amis.

La crise extérieure et intérieure met alors en évidence les faiblesses structurelles du capitalisme français que l'expansion facile dans l'inflation avait dissimulées.

## La paresse capitaliste

Ces déficiences sont graves surtout si l'on fait un rapprochement avec ce qui existe chez nos plus puissants concurrents industriels. On peut les regrouper en trois groupes :

1) Capitalisme financier et capitalisme industriel manquent de liaisons. Cela peut paraître surpre-

nant, mais la vérité c'est que les banques d'affaires françaises répugnent à financer un développement continu des grandes entreprises industrielles : cela ne rapporte pas assez. Depuis dix ans, ou elles s'intéressent à quelques affaires pour faire des coups en bourse, ou elles orientent leurs fonds vers les secteurs les plus spéculatifs : terrains, construction immobilière, prêts à la consommation, loisirs, recherches et développements aidés par l'Etat.

2) Les grandes entreprises françaises ne sont puissantes que par comparaison avec l'immense masse des petites et moyennes entreprises ; mais les plus grandes d'entre elles n'atteignent pas la dimension de leurs principaux concurrents étrangers ; dans de nombreux secteurs (industries alimentaires, mécanique), il n'existait même pas, il y a cinq ans, de groupes très puissants.

Depuis les opérations de réorganisation effectuées entre 1945 et 1952 (sidérurgie, automobile, chimie), chacun était resté sur ses positions et, à la formule de la concentration toujours difficile à imposer, les trusts préféraient une politique d'ententes, de fusions partielles, de création de filiales communes, de telle sorte qu'entre 1954 et 1962, la part des plus grandes entreprises dans chaque industrie n'a nullement augmenté. Il faut ajouter que le progrès technique et la diversification rapide des productions ont multiplié le nombre des industries importantes ; alors qu'au dix-neuvième siècle ceux qui contrôlaient les mines, la sidérurgie et la chimie de base dominaient l'ensemble de l'évolution industrielle, laissant aux moyennes entreprises les secteurs de biens de consommation, aujourd'hui il y a un beaucoup plus grand nombre de champs d'activité, partant un nombre plus grand de groupes non concurrents pour les ventes, mais concurrents pour l'acquisition des moyens de production et surtout des capitaux.

3) Troisième faiblesse qui est liée à ce dernier aspect : les grands groupes, pour avoir un pied partout, ont essaimé leurs activités ; mais de ce fait, ils ont parfois perdu les moyens de contrôler complètement une industrie, un manque de spécialisation a été reconnu dans l'organisation des plus importants d'entre eux (Schneider, Pont-à-Mousson, C.G.E.).

## Echec du néo-capitalisme ?

Face à ces difficultés et à ces faiblesses, le grand patronat français a cherché d'abord les remèdes les plus faciles. Certains (textiles, mécanique) ont commencé par dénoncer la libération des échanges et à réclamer le maintien du protectionnisme. N'ayant pu empêcher la signature du traité de Rome, ils se sont efforcés d'en retarder l'application, puis de reporter au moins la protection aux frontières du Marché commun en luttant contre la négociation tarifaire dite négociation Kennedy. Ce courant a été contrebattu au sein même du patronat (par M. Villiers notamment) et il s'est heurté à la volonté du gouvernement : De Gaulle, pour sa part, croit aux mécanismes économiques et aux mérites de la concurrence internationale.

Le patronat a alors posé le problème en termes de défense du pro-

fit et a voulu développer une politique des salaires restrictive. Aux revendications des salariés et des organisations syndicales, il opposait le besoin de compétitivité et brandissait la menace du chômage à travers la concurrence étrangère. Ceci allait à l'encontre de la théorie néo-capitaliste des salaires qui appelle une augmentation constante des salaires pour assurer les débouchés nécessaires aux produc-

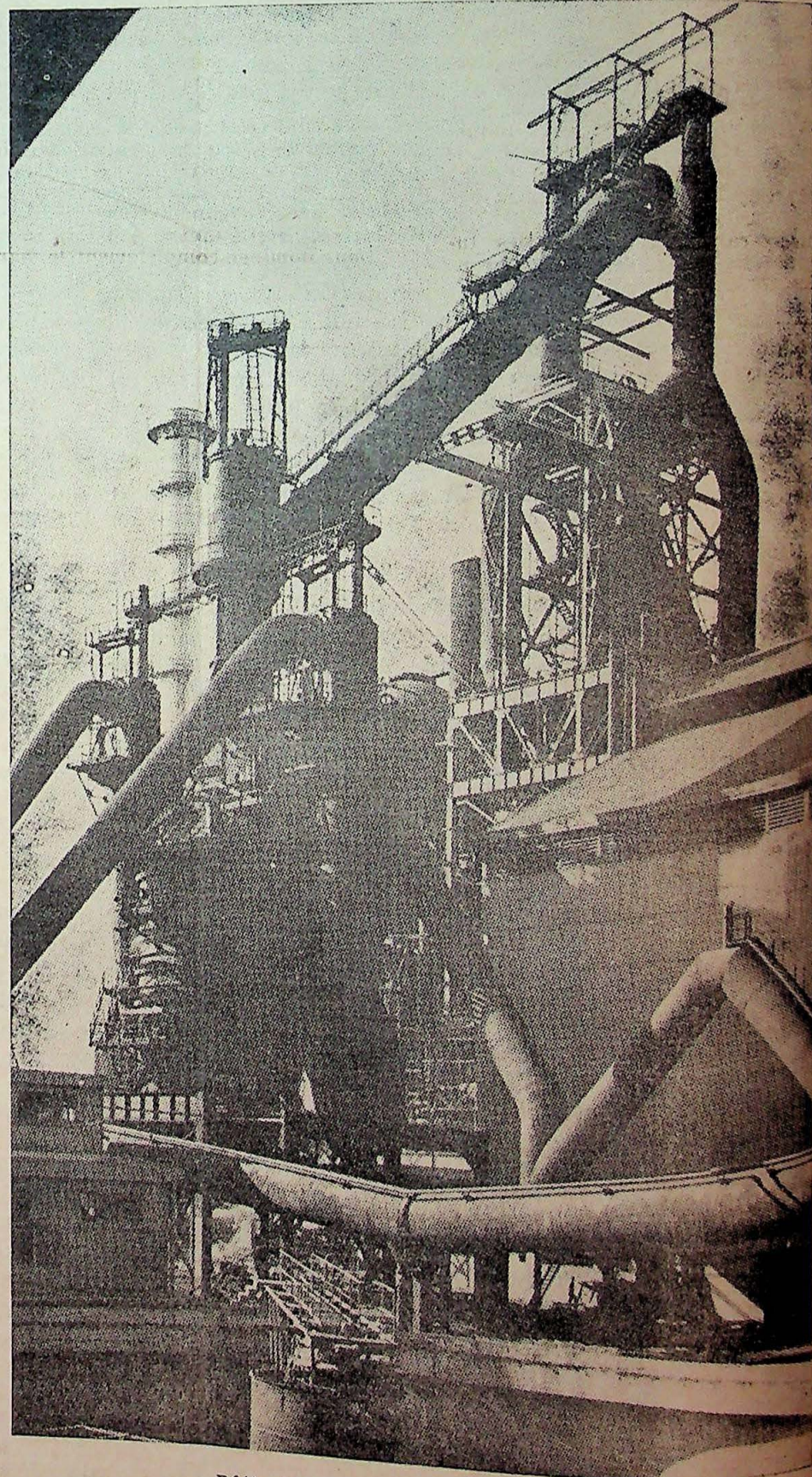
trations, à défaut des salaires, sur la gestion des entreprises, la réalisation du plan, l'utilisation de l'autofinancement.

La voie de la politique des revenus étant fermée, certains dirigeants n'ont vu de salut que dans l'appel au capital étranger. Ils étaient prêts à accepter leur mise sous tutelle par des trusts américains, si cela pouvait leur permettre de garder leurs privilèges.

par Jacques MALTERRE

tions de masse. Cette tactique patronale s'est surtout heurtée à la résistance de plus en plus ferme des syndicats. Enfin, lorsque le gouvernement a tendu au patronat la perche de la politique des revenus, le patronat ne l'a pas saisie, car il craignait d'avoir à donner quelque chose en contrepartie et ce quelque chose ne pouvait être qu'un certain contrôle des adminis-

Après un « bon démarrage », cette nouvelle orientation a été également sur un obstacle politique, sous la forme d'un refus du général de voir disparaître les bases économiques de sa politique extérieure. On s'est enfin avisé en haut lieu qu'il était assez absurde de vouloir accumuler des dollars pour gêner les Américains et en même temps de gagner ces dollars



Bâtir des syndicats à la même mesure.

(Archives - T.S.)

# ATIONS AGÉE

en cédant le contrôle de grandes affaires françaises aux trusts américains.

Pour faire admettre ce refus et compenser la diminution de l'afflux des capitaux étrangers, le gouvernement a dû satisfaire les exigences du patronat ; il l'a déjà fait sur trois points : diminution des impôts sur les revenus des entreprises, déduction fiscale sur les investissements, mise à la disposition de firmes privées de fonds publics empruntés par l'Etat. Ces concessions, avec le limogeage de M. Giscard d'Estaing, ont réduit la tension entre grand capital et Etat gaulliste, qui n'était fondée il est vrai que sur des divergences mineures à propos de la stratégie générale du capitalisme.

Mais ces difficultés ont fait apparaître clairement qu'il fallait renforcer les structures du capital lui-même. Le grand patronat et le gouvernement se sont retrouvés d'accord pour accélérer par tous les moyens le processus de concentration.

## La vague de concentrations

Depuis six mois, le mouvement a pris une ampleur rarement atteinte à d'autres époques. Sous l'impulsion des grands groupes ou sous la pression de l'Etat lui-même, des opérations sont menées à bien dans toutes les industries : industries alimentaires, banques, assurances, construction électrique et mécanique, automobile, travaux publics, électronique, chimie, textiles, papiers-cartons ; la liste des fusions s'étend à la plupart des branches d'activité et il faudrait plusieurs pages de ce journal si l'on voulait donner la liste complète des concentrations survenues depuis un an. Le « *Courrier des entreprises* » du P.S.U. publie régulièrement cette liste. Mais il importe ici d'en dégager les principaux types et d'en décrire les objectifs. Ceux-ci correspondent aux divers aspects de la « faiblesse » du capitalisme français rappelés ci-dessus.

1) Tout d'abord, on constate un resserrement des liens entre banques et grands groupes industriels, après que les banques aient réalisé entre elles des concentrations financières.

On a noté par exemple que la Cie Financière de Suez était tout d'abord devenue la deuxième, sinon même la première banque d'affaires de France, en resserrant ses liens avec le groupe Union des Mines-La Hémin et en prenant une grosse participation dans la Banque de l'Union Parisienne, et qu'elle avait ensuite établi une forte liaison avec le très puissant groupe Pont-à-Mousson.

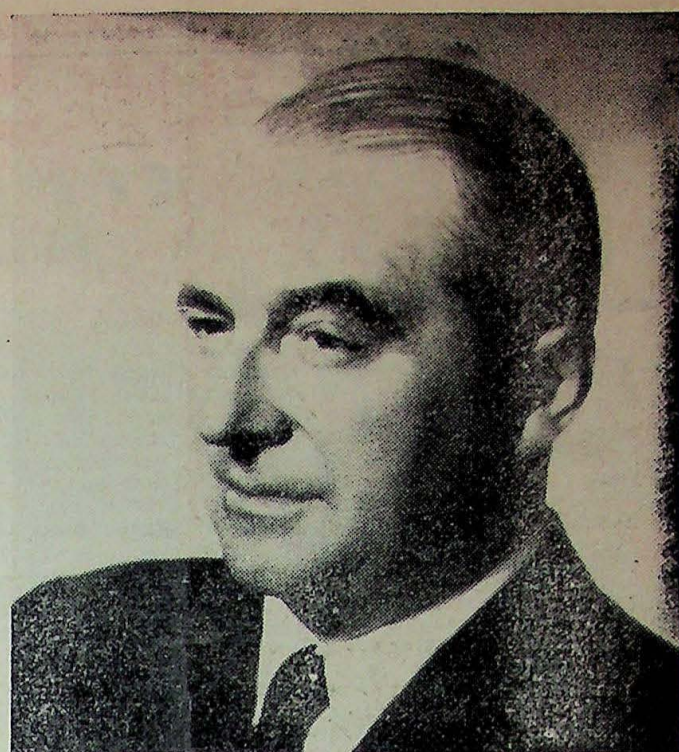
De même la Banque de l'Indochine s'associe avec l'Union Européenne, banque du groupe Schneider, et croise des participations avec ce groupe.

2) Ensuite les trusts s'efforcent, par des fusions ou des absorptions, d'atteindre la taille internationale dans un domaine précis de production.

Les accords de fusion Renault-Peugeot, Denain-Anzin-Forges du Nord et de l'Est, Pechiney-Saint-Gobain, Saint-Gobain-Kuhlmann, Pont-à-Mousson-de Wendel, Compagnie Générale d'Electricité et Société Française d'Entreprises, Thomson-Houston-Hotchkiss-Brandt, Hispano-Suiza-Alsacienne de Constructions Mécaniques, Prouvost-Masurel, Pessor de la Générale Alimentaire, de Michelin, des Glaces de Boussois par absorptions ;



Pierre Dreyfus.



Jean-Pierre Peugeot.

(Photo A.F.P.)

pour ne citer que quelques-unes des grandes opérations, ont tous pour but :

— d'accroître la « surface » financière de l'affaire afin de permettre le financement des bureaux de recherches et de faciliter l'action sur les marchés extérieurs ;

— de limiter la concurrence entre firmes françaises, de réduire les doubles productions, de limiter les frais généraux, de fermer les usines les plus vétustes, de mieux localiser les différentes unités de production.

3) Enfin, les trusts ayant accru leurs dimensions, ils cherchent à trouver de nouvelles sources de profit. Pour cela, trois voies s'ouvrent à eux. On a déjà parlé de la bonne utilisation des commandes publiques et de la création de monopoles de production ; mais, dans ce deuxième cas, l'opération se heurte à la concurrence étrangère et l'effort financier qu'il faut faire pour dominer complètement le marché d'un grand produit (acier, aluminium, verre, pneus) n'est même plus à la portée des plus grandes firmes. Si Saint-Gobain et Michelin réussissent à peu près à garder leur place internationale, les sidérurgistes viennent d'élaborer un « plan de la sidérurgie » sans ambition. Dès lors, la stratégie consiste plutôt à trouver des industries de dimensions relativement limitées, sortant des produits spécialisés où un groupe peut assez facilement acquérir un quasi-monopole par la prise du contrôle des entreprises moyennes qui y existaient (cf. la revue *Entreprise*, n° 556). Par exemple, Schneider s'intéresse aux matériels hydrauliques, Pont-à-Mousson aux matériels de chauffage central et de traitement de l'air et au marché d'assainissement des eaux, ou encore à la fonderie ; la C.G.E. essaye de dominer le secteur des appareils de chauffage domestique, etc. ; le groupe Gillet (textiles artificiels) vient de réaliser un contrôle des aliments pour enfants.

Dans chaque cas, il s'agit de maîtriser un secteur où la qualité des produits permet d'avoir une certaine souplesse dans la fixation des prix. Aujourd'hui, c'est la maîtrise de la technologie qui permet d'acquérir des monopoles de fait et de gagner de l'argent.

## Vers un nouveau capitalisme ?

La tendance qui se dessine actuellement est trop récente pour en dégager toutes les conséquences. Tout un travail de réflexion est à faire, dans la ligne de Grenoble, pour montrer les interférences entre la concentration et la lutte pour l'alternative socialiste. On notera ici seulement les voies de recherche :

### a) Concentration et étatismisme.

Ce qui frappe d'abord dans le mouvement de concentration, c'est

le rôle déterminant joué par le gouvernement et les fonctionnaires depuis quelques mois. A une attitude réservée qui était celle de Giscard d'Estaing a succédé une véritable passion pour la concentration.

L'Etat donne l'exemple ; il pousse à la fusion de deux grandes banques nationalisées, favorise l'accord Renault-Peugeot, cherche à coordonner les activités chimiques des firmes nationales (dans ce dernier domaine, la seule chose qui l'empêche d'aller plus loin, c'est le souci de ne pas effaroucher le capital de la chimie privée).

L'Etat favorise les fusions en modifiant les règles fiscales et le droit des sociétés ; il lève les obstacles « artificiels » à un mouvement qu'il juge maintenant nécessaire.

Enfin, le gouvernement intervient directement auprès des dirigeants privés. Il les réunit, les exhorte ; il nomme des arbitres, crée des commissions avec comme objectif de « restructurer » la chimie, l'électronique, la mécanique, etc...

Cette attitude est assez nouvelle ; jusqu'ici, le patronat répugnait à voir l'administration s'occuper des rapports entre entreprises. S'il l'accepte maintenant sans trop protester, malgré la « Charte » du C.N.P.F., c'est qu'il ne peut faire autrement ; le passage de la décision des détenteurs du pouvoir économique, aux détenteurs du pouvoir politique, est un des avatars classiques du capitalisme ; il se produit chaque fois que le capitalisme privé ne peut résoudre une de ses contradictions fondamentales ; jusqu'à présent, cela a toujours permis au capitalisme de franchir une étape difficile ; il est très possible que, cette fois encore, lorsque les trusts français auront retrouvé une puissance accrue, ils reprendront leurs distances par rapport à l'appareil d'Etat.

Cependant, le mouvement de concentration doit forcément changer quelque peu la nature des rapports entre entreprises et Etat. A la limite, il n'y aura plus dans chaque grande branche qu'un ou deux groupes ; alors l'Etat n'aura plus aucune marge de manœuvre à l'égard des monopoles, mais, réciproquement, les entreprises auront acquis un tel poids que leurs principales décisions seront des choix de haute politique dont le gouvernement ne pourra plus se désintéresser, quelle que soit sa doctrine.

### b) Concentration et Europe.

Le processus de concentration et la réduction de la concurrence dans chaque pays est une conséquence de la libération des échanges. Ce paradoxe a de quoi surprendre. Après la signature du traité de Marché commun, on s'attendait à voir se multiplier des accords entre firmes des divers pays. En fait, il y en a eu très peu (Rhône-Poulenc-Bayer, Renault-Alfa-Roméo qui a

mal tourné). Au contraire, dans chaque pays, les producteurs nationaux se sont rapprochés pour se préparer à la lutte dans le cadre du marché européen ; désormais, on assistera à la lutte entre monopoles ou quasi-monopoles nationaux, ce qui déforme complètement l'esprit du Marché commun.

Cela peut être imputé à l'absence d'organe politique européen, mais rend encore moins facile la mise en route d'une politique commune. Toutefois, il se peut qu'après une phase de lutte et devant l'absurdité de la compétition, le gaspillage des investissements, la crainte de la concurrence américaine, les trusts nationaux réclament eux-mêmes une concertation souple de type français.

### c) Concentration et lutte syndicale.

C'est surtout sur ce point qu'il faudra développer les analyses et esquisser les contre-attaques. La commission économique du P.S.U. s'y efforcera et le « *Courrier des entreprises* » publiera le résultat des travaux. Deux axes doivent être suivis :

La concentration s'accompagne inéluctablement du renforcement de la centralisation des décisions et de la modification de la répartition des activités. Cela veut dire : puissance accrue des entreprises et accélération des reconversions, licenciements, transferts d'activités. Confrontées à de telles menaces, les organisations syndicales ne peuvent réagir que par le développement de l'unité et par l'adaptation des structures syndicales.

Aujourd'hui, demain plus encore, nous rencontrerons la situation suivante :

— les salariés d'une même entreprise sont dispersés entre un grand nombre d'établissements, fort distants les uns des autres et ayant des caractéristiques financières et techniques différentes ;

— les salariés d'une même agglomération appartiennent à des établissements relevant de sociétés différentes dont les sièges sont à Paris et prennent toutes les décisions importantes en fonction de stratégies nationales ou européennes.

Le capitalisme français dans ses éléments moteurs (une vingtaine de grands groupes) vise à retrouver une souplesse de décision qu'il n'avait plus : souplesse des implantations, des ouvertures et fermetures d'usines, des ventes et achats d'établissements, des salaires et des profits, des accords avec d'autres firmes. L'Etat, sensible à ses arguments, lui accordera son aide sans grandes contreparties, il ne cherchera pas à imposer un plan des productions trop rigide ; en revanche, il se concertera avec les groupes pour soutenir les orientations conformes à un certain nationalisme économique.

## DE GAULLE EN U.R.S.S.

# "LES FAITS SONT TÊTUS"

EN U.R.S.S., l'opinion nommée « gauche » non pas la tendance qui peut être suspectée de nostalgie pour le stalinisme, mais au contraire la tendance à la libéralisation, au renouvellement des critères économiques et politiques, au modernisme et à la démocratisation, au rapprochement avec ce qu'il y a de vivant dans le socialisme démocratique.

Cette gauche, dont un Kossyguine apparaît comme le fondé de pouvoir, par opposition à tel ou tel dirigeant qui passe pour nostalgique du stalinisme, a reçu de Gaulle lundi et discute avec lui depuis mardi en cherchant à apprécier de façon réaliste les offres politiques dont il est porteur.

### Précautions

Le président de la V<sup>e</sup> République a pris certaines précautions destinées à le prémunir contre un échec trop voyant. Il a fait préparer par un haut fonctionnaire ministériel, qui a fait spécialement le voyage de Moscou, une série d'accords — commerciaux, culturels, scientifiques, maritimes — qui seront sans doute signés à Moscou d'ici au 1<sup>er</sup> juillet.

Ces accords peuvent n'être, à l'image d'un bon nombre de leurs prédécesseurs, qu'énumération de pieuses intentions. Ils peuvent aussi aller au-delà. Tout dépendra d'un accord politique qui est le mobile réel du voyage à Moscou.

### Allié privilégié

Le calcul du général, pour reprendre une formule à la mode, consiste à faire de la France « l'allié privilégié » de l'Union soviétique en Europe, sur la base d'un plan de règlement général — diplomatique, politique, éventuellement économique — européen.

La conjoncture est propice. Les di-

rigeants de l'U.R.S.S. affrontent toujours la seule puissance mondiale qui existe en dehors de la leur : les Etats-Unis. Ils le font dans une perspective qui n'a pas varié depuis une dizaine d'années et dont l'accord sur l'arrêt des essais nucléaires atmosphériques est le symbole : par-

se joua, de 1947 à 1956, le sort de la paix et du monde) : le continent européen.

### Tournant

Or — second élément favorable de la conjoncture — l'Europe aspire (ou consent) à une liquidation du con-

accord de sécurité européenne qui comporterait :

- la réunification allemande ;
- des garanties contre une renaissance du militarisme allemand ;
- l'ébauche d'une coopération économique européenne permettant à l'U.R.S.S. de forcer l'allure pour l'édification d'une grande économie de consommation, tout en gardant un certain volant disponible pour l'aide au Tiers Monde.

Entre le « Yalta II » actuellement impossible et l'accord européen qui retournerait les forces productives européennes de l'horizon atlantique vers la croissance continentale, Kossyguine, Brejnev, Podgorny, le Bureau politique du P.C. de l'Union soviétique n'ont pas opéré leur choix. Ils ne sont pas exagérément pressés. La France gaulliste n'est pas exagérément convaincante.

Il est concevable, voire probable, que l'U.R.S.S. encourage le plan de Gaulle. Qu'elle y adhère même. Non comme membre fondateur ou bienfaiteur, mais comme sympathisant.

Dans ce cas, la voie serait ouverte pour un bout de chemin ensemble, une expérimentation prudente — qui n'exclurait aucune « volte-face », ou ce qu'on baptiserait telle à l'Elysée, aucun marchandage (de Gaulle n'aurait été, alors, que le « détonateur » amorçant l'accord Est-Ouest), aucun changement graduel d'orientation. Nul plus que les actuels dirigeants soviétiques ne croit que « les faits sont têtus », comme disait Lénine.

(1) On soutient volontiers qu'en réalité ni les Russes ni les Français ne désirent la réunification, qu'ils tiennent au contraire à perpétuer la division de l'Allemagne. Ce sont là des propos qui ne correspondent à rien dans la réalité des choses politiques, sauf tout au plus à une tactique de retardement. La récupération par le peuple allemand de son unité est une question majeure que nul ne peut esquiver.

par Marc VAUTIER

venir à un modus vivendi explicite qui fondera la paix mondiale et laissera au gouvernement soviétique les mains libres et les forces disponibles pour l'édification d'une société de consommation.

### L'impossible Yalta II

Mais — et c'est là que s'insère le calcul gaulliste — la conclusion d'un accord U.R.S.S.-U.S.A. est rendu impossible à cause de ce qui se passe en Asie. L'Union soviétique a perdu toute influence sur la Chine. L'Amérique, engagée dans une guerre néo-coloniale au Vietnam, ne trouve d'issue ni du côté de la victoire ni du côté de la renonciation à dominer ; mise en échec par le peuple vietnamien, la puissance américaine assure son emprise sur l'Inde, sur la Malaisie, sur la Thaïlande, sur Formose et sur la Corée ; elle a même réussi à l'étendre sur l'Indonésie, ce qui représente pour l'U.R.S.S. un échec sensible, dans la mesure où la rivalité Pékin-Moscou en Asie se termine par la victoire du « troisième homme », l'impérialisme.

Un nouveau Yalta, un « Yalta II », conclu entre les seules deux puissances atomico-spatiales, étant ainsi rendu impraticable, le général de Gaulle intervient en proposant aux Soviétiques de reprendre l'initiative, conjointement avec la France, sur un terrain limité (mais qui fut celui où

tentieux hérité de la guerre. Les Français ne s'en rendent pas clairement compte, mais en acceptant l'unification économique européenne (70 p. 100 de l'opinion française favorable, aux derniers sondages), ils lèvent ipso facto les objections sentimentales ou rationnelles à la réunification de l'Allemagne. En République fédérale, le grand tournant est pris (1).

La Ruhr veut avoir l'Europe de l'Est et l'U.R.S.S. elle-même pour débouché. Barzel, le dauphin d'Erhard, lance des idées nouvelles en vue de la réunification. Le social-démocrate Brandt poursuit avec le communiste est-allemand Ulbricht un dialogue qui suppose un feu vert donné à Washington et des consignes impératives venues de Moscou.

Il n'est pas jusqu'aux propos tenus par le camarade Guy Mollet, l'autre dimanche, devant la Convention des Institutions républicaines, qui ne s'inscrivent dans cette nouvelle orientation prise par des hommes dont la fidélité atlantique était au-dessus de tout soupçon.

### Moscou n'a pas choisi

Tout se passe comme si à Washington, à Bonn, à Berlin-Ouest et Cité Malesherbes (la liste peut s'allonger considérablement, à commencer par La Haye, où l'on se découvre de subites et intéressantes inspirations) il n'était pas question de laisser de Gaulle explorer seul les voies d'un

## SYNDICATS

# Maintenir la pression sur le gouvernement et le patronat

Satisfaits du succès des grèves et des manifestations du 17 mai, les syndicats entendent bien maintenir leur pression sur un gouvernement et un patronat qui répugnent toujours à faire des concessions. Il est vrai que les vacances étant peu favorables aux mouvements revendicatifs, il faudra attendre l'automne pour provoquer une relance de l'action.

Le grand ébranlement dû aux résultats de l'élection présidentielle, les déceptions nées de la poursuite de la politique Giscard ont permis un développement des grèves dans le secteur public et dans le secteur privé. L'accord C.G.T.-C.F.D.T. a contribué à amplifier le courant.

Il est apparu toutefois qu'une pause était nécessaire dans le secteur nationalisé où seuls les cheminots et les agents de l'E.G.F. ont participé activement à l'action. C'est pourquoi la C.G.T. et F.O. n'ont pas répondu favorablement aux propositions de la F.E.N. pour un mouvement généralisé avant les vacances.

Dans le secteur privé, les résultats ont été également inégaux selon les branches et selon les régions, comme en témoignent les débrayages qui ont eu lieu le 14 juin dans la métallurgie, la sidérurgie, le bâtiment, les industries chimiques.

### Polémiques dans la métallurgie

Chez les métallurgistes, F.O. a rompu le front syndical commun en signant, en compagnie de la C.G.C., des accords avec le patronat dans la région parisienne, accords étendus dans certains départements sur des bases analogues.

Il en est résulté de vives réactions de la C.G.T. et de la C.F.D.T. qui,

sans nier que lesdits accords apportent quelques avantages (paiement de jours fériés supplémentaires, amélioration des indemnités de licenciement) leur reprochent essentiellement de ne pas rapprocher sensiblement les mini garantis des salaires réels. La Confédération Force Ouvrière, hostile à l'unité d'action, soutient sa fédération de la métallurgie. André Bergeron a même pris publiquement à partie un journaliste de *Combat* qui avait critiqué les accords : « Cer-

tes, a-t-il écrit, le retard (entre mini garantis et salaires réels) ne sera pas encore comblé. Il devrait être possible d'approcher cet objectif en 1967. Il s'agit en vérité, vous devez le comprendre, de reprendre en main les conventions collectives dont il convient de stopper la dépréciation. »

A Krasucki qui avait dénoncé devant le Comité national de la C.G.T. l'accord de la région parisienne comme un mauvais accord et une mauvaise action, le leader de la C.G.T.-F.O. a répliqué : « L'accord du 23 mai ne plaît pas à Krasucki non pas parce qu'il n'est pas bon, mais parce qu'il rend plus difficile la participation de F.O. à l'action commune. »

Si la C.G.T. et la C.F.D.T. collaborent étroitement de la base au sommet, on n'enregistre donc aucune amélioration des rapports entre Force Ouvrière et les autres centrales.

Une seule fédération F.O., celle des industries chimiques, est délibérément favorable à l'action commune. Par contre, la fédération C.F.D.T. du

même secteur n'a pas « fait une obligation morale à tous ses syndicats de participer à la journée du 17 mai » et a exprimé des réserves sur le caractère global des récentes actions revendicatives.

Cette fédération déclare notamment :

« Après une lutte « tous ensemble, le même jour », la reprise de la lutte par industries et entreprises est rendue difficile en raison du climat créé.

« La lutte « tous ensemble, le même jour, sur les mêmes revendications » peut conduire les militants à la désillusion s'ils se laissent emporter par son caractère enthousiasmant et s'ils en viennent à mettre leurs espoirs dans le mythe de la grève générale révolutionnaire ou dans la simple répétition de l'histoire ouvrière, alors que les conditions économiques et politiques sont fondamentalement différentes de celle de 1936. »

Pour sa part, la fédération C.F.D.T. des industries chimiques affirme s'en tenir à l'appel qu'elle a lancé le 21 mai, avec la C.G.T. et avec F.O., pour développer l'action « sur le plan des entreprises, des trusts et des régions » en faisant jouer au maximum la responsabilité et en décentralisant les industries.

S'il est en effet illusoire de rêver à un nouveau 1936, le climat créé par des journées comme celles du 17 mai et du 14 juin ne contribue-t-il pas cependant au développement des actions revendicatives ?

### Vers de nouvelles mesures antigrèves dans le secteur public ?

Pour l'heure, les centrales syndicales trouvent bien le chemin de Maignon, mais elles n'y rencontrent pas, comme en 1936, un patronat apeuré et prêt à toutes les concessions. Seul, le Premier ministre a reçu successivement la C.F.D.T. et la C.G.T., avant de recevoir F.O.

Pompidou ne s'est pas déclaré solidaire du patronat dans son refus de négocier avec les syndicats, mais il n'a pas laissé entendre non plus qu'il ferait pression sur ce dernier. Cette pression, c'est donc aux syndicats de



A l'adresse des oreilles bouchées.

(Photo A.F.P.)

l'exercer et ils entendent bien la maintenir en relançant l'action à l'automne.

Jusqu'ici, le patronat fait la sourde oreille. Son nouveau leader, M. Huvelin, successeur de M. Villiers à la tête du C.N.P.F., demande, comme ce dernier, aux industriels de résister aux revendications des salariés afin de comprimer au maximum les prix de revient et de faire face à la concurrence internationale grandissante. Par ailleurs, le grand patronat prépare, en accord avec le gouvernement, les concentrations et les reconversions qui vont se multiplier avec la réalisation définitive du Marché commun en juillet 1968. On voit que dans cette conjoncture les syndicats se heurtent à forte partie.

En ce qui le concerne, le gouvernement n'envisage que quelques mesures en faveur des plus défavorisés : smigards, chargés de famille, vieillards.

Il est opposé, en particulier, à une réduction notable de la durée du travail, le V<sup>e</sup> Plan ne prévoyant, en principe qu'une réduction d'une heure trente par semaine. On sait également que le maximum autorisé vient d'être fixé à 54 heures par semaine.

M. Jeanneney, ministre des Affaires sociales, vient même de déclarer à ce sujet : « De quoi les syndicats sont-ils prêts à se contenter ? Certains points de leur programme revendicatif ne mettent pas en péril le régime capitaliste. Ce serait le cas pour d'autres, tel que le retour aux « quarante-huit heures » même progressif et sélectif. »

Il est clair que le gouvernement entend avant tout s'opposer à ce que le secteur public et nationalisé donne « le mauvais exemple ».

Alors que M. Pompidou avait paru admettre un certain assouplissement des procédures. Toutefois, son ministre a surtout évoqué la charge que représentent pour les contribuables les entreprises nationales. Pour les fonctionnaires, il n'a admis qu'une amélioration des conditions de travail.

Ce sont précisément ces dernières qui sont à l'origine de la nouvelle grève de trente-six heures du personnel roulant de la S.N.C.F. déclenchée par la C.G.T., la C.F.D.T. et les autonomes, le ministre de l'Équipement Pisani ayant jugé bon d'opposer une attitude dilatoire aux demandes des syndicats concernant certains allègements de la durée du travail.

De son côté, M. Jeanneney a laissé entendre que le gouvernement pourrait prendre d'autres mesures pour lutter contre les mouvements de grève dans le secteur public.

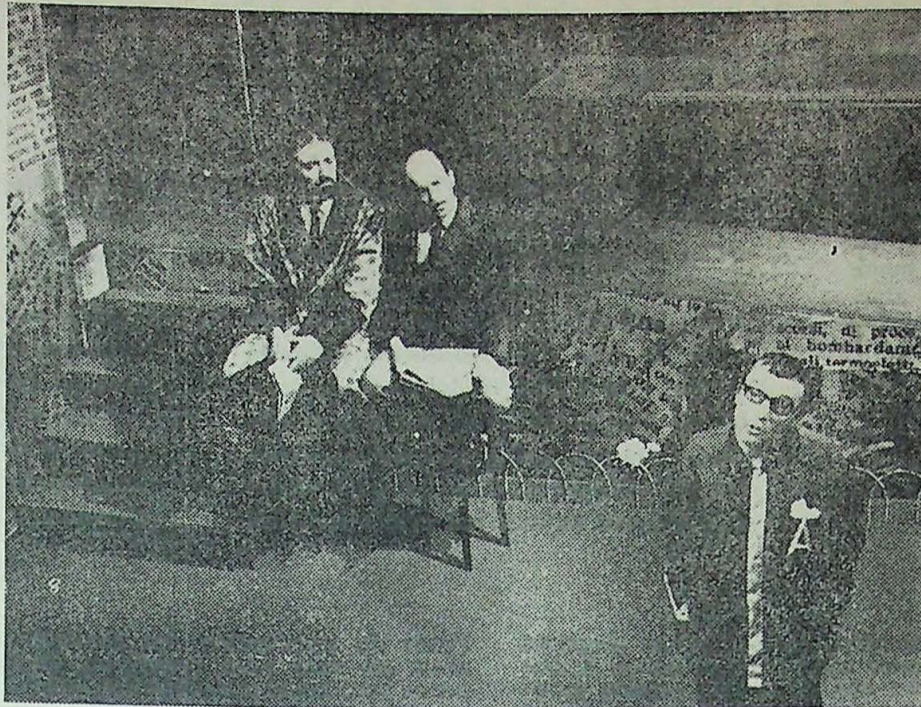
Un courant dans ce sens se développe dans les rangs de la majorité. C'est ainsi que M. Voisin, député U.N.R. d'Indre-et-Loire, vient de déposer un projet de loi qui remet en cause le droit de grève à l'E.D.F., projet ainsi conçu : « L'exercice du droit de grève par les personnels de l'E.D.F. ne peut se traduire par la cessation de la distribution d'électricité. Un décret fixera les modalités d'application de la présente loi par analogie avec les dispositions réglementant le droit de grève de certains personnels des services publics. »

En dépit de la conjoncture électorale, ces nouvelles mesures antigréves verront-elles le jour en automne, un automne qui s'annonce agité ?

M. C.

THEATRE

Le cinéma vu par le théâtre



Une lumpen-inspiration.

Cesare Zavattini est connu comme scénariste de Vittorio de Sica, quelques-uns des plus célèbres films du néo-réalisme italien, portent son nom : *Le Voleur de bicyclette*, *Miracle à Milan*, *Umberto D.*, etc. Mais Zavattini est avant tout un écrivain dont le « Centre de l'Est » présente actuellement la première pièce de théâtre : *Comment naît un scénario*. Comme le roman réfléchit sur lui-même, comme le théâtre se met en scène, ici la représentation dramatique tâche de cerner la réflexion de l'homme de cinéma sur son univers, sur ses contradictions.

Pourtant, l'œuvre me paraît surtout intéressante par la mise en question du néo-réalisme qui se dégage d'un jeu de miroirs qui se voulaient peut-être réduit à un renvoi de l'image au premier degré. Si l'on doit jeter la censure aux orties, créer des œuvres d'art pour d'autres élites que celles qui tirent les cordons de la bourse, si la dénonciation de l'Église en ces temps de « Religieuse » et des superproductions prétendument historiques sont autant de flèches bienvenues, on peut se demander si de planter sa machine aux portes du bidonville pour enregistrer le vrai ne constitue pas une formule dépassée et insuffisante.

Si le diagnostic de Zavattini consacre la superficialité d'un art commandité par le commerce, il consacre également la faillite d'un néo-réalisme dont le souvenir ému ne saurait plus faire illusion. Curieusement, la pièce en témoigne, peut-être même à l'insu de son auteur. Que le scénariste de Zavattini se suicide plus ou moins réellement, c'est sans doute parce que ses patrons, tout comme sa femme, ne le comprennent pas, mais c'est aussi parce que le public visé ne se suffit plus de ses productions. On se propose d'écrire pour le peuple, mais celui-ci se détourne du portrait qu'on lui tend ! Serait-ce sous l'effet d'une aliénation inoculée par ses exploités ? Mais à la limite, d'une certaine manière, l'artiste à vocation populaire n'est-il pas, en fin de compte, intégré à ces fabricants d'aliénation. Qui porte les torts ? Paradoxalement, le néo-réalisme qui, à l'origine, a pris pour modèle le quotidien, a vite glissé au baroque

populiste, à la fantaisie poétique et mystifiante, à la solidarité humaine teintée de charité métaphysique !

Pour Zavattini, l'honnêteté du scénariste consiste à décrire la misère humaine en choisissant la situation limite de l'oppression et de l'exploitation. Mais cette situation-limite, censée de démontrer la thèse, sombre dans l'invraisemblance et ignore d'authentiques réalités moins exceptionnelles. L'artiste social ne travaille plus que par paraboles, il méconnaît l'univers dont il parle. La parabole n'a guère d'autres horizons que la révolution mythique, la dénonciation mystique du mal, en bref le refus du monde.

Je veux voir dans ce décalage opéré par l'artiste, généreux au départ, la cause de son inadaptation. Finalement, je renvoie dos à dos le Zavattini qui va pêcher ses sources dans les bas-fonds d'une lumpen inspiration et par exemple le Bresson de *Au hasard Balthazar*, pour qui la jeunesse actuelle n'est plus que l'intrusion du mal dans le sérail autrefois serein et divin de la campagne muette et souffrante. Avatars du réalisme et des affres de la création, il en faudrait des pages pour démontrer vos erreurs et vos errements.

De ce débat, la « Comédie de l'Est » offre une représentation fidèle et digne d'éloge. Une troupe soustendue par un constant échange d'équipe colle à la vision italienne, mais une Italie de la gentillesse et de l'humour qui est aujourd'hui quelque chose de différent.

La mise au point est d'une perfection que l'on rencontre rarement, la justesse du ton ne bute sur aucun faux ton, la pièce glisse. La soirée confirme, une fois de plus, la qualité d'une compagnie dont la réputation n'est plus à faire, mais comme on aimerait qu'à l'image de ses sœurs d'Aubervilliers et de Saint-Denis elle s'en prenne à un autre monde, le nôtre.

Claude Glayman.

*Comment naît un scénario de cinéma*, de Cesare Zavattini, adaptation d'A. Husson et de H. Gignoux, mise en scène de H. Gignoux avec A. Pomarat (dans le rôle du scénariste). Théâtre de l'Athénée. OPÉRA 82-23.

● Le deuxième ouvrage reçu eût pu être un bon guide d'initiation au jazz : mais *Une sociologie du jazz*, de Francis Newton (Flammarion-Nouvelle bibliothèque scientifique), a bien des défauts. Le principal est d'avoir observé le jazz de l'extérieur. Si telle est, à juste raison en général, la démarche sociologique, il était au moins nécessaire de connaître bien le jazz avant d'entreprendre un tel ouvrage que pourtant nous attendions depuis longtemps, si tant est que le jazz relève de la sociologie. Oui, une bonne connaissance de cette musique eût évité des oublis imparadonnables et une traduction, visiblement non revue par un spécialiste dont les énormités feront sourire les plus ignorants en la matière. Ceux-ci pourront, avec profit, se retourner vers l'excellent *Jazz*, de J.-E. Berendt (Collection Payot). L'ouvrage demeure le plus intelligent qui se puisse trouver aujourd'hui.

Paul Sauzet.

EXPOSITION

Madame de Staël

Mme de Staël, pour bien des gens — dont nombre d'intellectuels — c'est avant tout une coiffure célèbre. Le fameux turban à la turque immortalisé par le portrait de Gérard. Evoquez son ombre, et aussitôt trois noms, hissés du fond de souvenirs scolaires, viennent surnager à la surface de la mémoire : Necker, Benjamin Constant, Napoléon. Les plus calés ajoutent encore « De l'Allemagne », « Corinne », des titres qui ne disent plus rien à personne. Et puis, fini. Le noir absolu. Mme de Staël fait partie de la grise cohorte des inconnus illustres.

Alors, si vous voulez en savoir plus, courez vite, à la Bibliothèque nationale, découvrir la face cachée de la femme au turban. Mme de Staël, née Germaine Necker, y a élu domicile pour deux mois et s'est installée fort commodément ma foi, avec son mobilier, son salon de Coppet, ses portraits de famille, ses manuscrits, ses objets personnels, et des lettres, des lettres, des lettres... Envoyées de tous les coins d'Europe, éparpillées aux quatre vents de ses voyages, de ses exils, de ses amours. Ce tourbillon fait femme a cultivé avec un art consommé un don réputé rare chez son sexe : l'amitié masculine. Et quelles amitiés ! Schiller, Goethe, Talleyrand, Chateaubriand, Byron Schelling, Talma, Sismondi, le prince de Ligne, le tsar Alexandre I<sup>er</sup>... Et la liste n'est pas close. Un seul lui résista impitoyablement, le plus illustre de tous : l'empereur Napoléon. Disséminés parmi les hommages innombrables, les rapports de police qui la suivent de frontière en frontière, viennent cruellement rappeler sa dure condition de proscriète.

On sourit à l'humour involontaire du charmant billet adressé à Schiller, le conviant à un souper « tout à fait intime » : « Il n'y aura que Goethe, vous, Benjamin Constant et moi. » On ne déchiffre pas non plus sans émotion l'hommage dédié dans son testament, à Necker, sans doute son unique, son plus fidèle amour, par cette femme qui, après avoir côtoyé toute sa vie les plus grandes gloires de son temps, écrivait : « Je n'ai connu personne qui ait égalé mon père. »

Insupportable et délicieuse, intrépide, mobile, infatigable, Mme de Staël fut tout cela. Elle avait non seulement « la tête philosophique », mais une vocation européenne ardente, héritée du siècle des lumières. N'est-ce pas elle qui a dit : « Il faut dans nos temps modernes, avoir l'esprit européen. » Phrase qui possède une singulière résonance actuelle.

Emmanuelle Stein.

LIVRES

Un dictionnaire de jazz

Pour tous les amateurs que la vie itinérante des musiciens intéresse, et ce mouvement explique l'évolution du jazz, le critique André Clergeat vient de faire paraître le *Dictionnaire du jazz* (Seghers, Collection Dictionnaires Seghers). Ce petit volume comers prend de courtes notes accompagnées de rappels discographiques par titres, les musiciens changeant, pour la plupart, fréquemment de marque. L'intérêt de l'ouvrage, outre l'intelligence et la compétence de l'auteur que les auditeurs de « France-Musi-

que » connaissent depuis longtemps, est de donner, et Clergeat s'en explique dans sa préface, autant de place aux grands qu'aux moins inconnus. C'est que si le jazz est essentiellement l'œuvre d'Armstrong, d'Ellington et de Parker, on le goûte aussi par la foule de ceux qui, sans les imiter servilement, ont, à travers le monde entier, apporté à leur tour leur apport personnel dans la lignée des grands créateurs. Un dictionnaire indispensable pour amateur « au courant ».

**TRIBUNE Socialiste**  
 HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Directeurs adjoints : GERARD CONSTANT, CHRISTIAN GUERCHE

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV<sup>e</sup>) Tél. : SUP. 19-20

● Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV<sup>e</sup>) Tél. : FON. 22-60

Pub. Littéraire : 71, rue des Saints-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65  
 6 mois ..... 18 F  
 1 an ..... 35 F  
 Soutien : à partir de .. 70 F  
 Changement d'adresse : 0,50 F

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.  
 59-61, rue La Fayette Paris (9<sup>e</sup>)

**PANTHEON** 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04  
 Permanent de 14 h. à 24 h.

*Les poings dans les poches*

# Pour un service national de l'habitat

Le 12 juin dernier, s'est tenue à Paris une Rencontre nationale pour le logement social. La Confédération nationale des Locataires était à l'origine de cette manifestation qui a bientôt pris une très grande ampleur, d'une part grâce à l'adhésion massive de personnalités appartenant à tous les partis de gauche, aux syndicats, aux mouvements familiaux et populaires, d'autre part à cause de l'organisation de nombreuses assises locales et départementales, représentatives, elles aussi, d'un très large éventail.

Le P.S.U. a largement contribué à ces travaux, aussi bien au niveau de base qu'au niveau national. On peut noter avec satisfaction une double influence de notre part : influence directe, par les interventions de nos élus ; influence indirecte surtout, car il était réconfortant de constater à quel point des idées qui sont nées chez nous ont peu à peu cheminé chez les « familiaux », chez les syndicalistes et paraissent aujourd'hui évidentes. Ainsi

la municipalisation du sol, la reconnaissance du droit au logement, le service national de l'Habitat et bien d'autres de nos thèmes rencontrent une adhésion grandissante, même s'ils font l'objet de dernières réticences de la part de nos partenaires politiques.

Voici deux extraits de l'intervention de notre camarade David Weill, conseiller municipal de Paris, à cette Rencontre nationale :

**D**ANS le régime capitaliste où nous sommes, dominé par la loi du profit individuel et illimité, le grand obstacle au développement de la construction sociale est le régime foncier basé sur le sacrosaint principe de l'appropriation privée du sol, principe qui légalise la honteuse spéculation immobilière que nous connaissons depuis 1945 et qui constitue sans aucun doute un des plus grands scandales financiers de ce régime. Construire, c'est d'abord acquérir des terrains pour y édifier des bâtiments d'habitation ; c'est aménager les voies d'accès, c'est planter tous les équipements techniques, sanitaires et socio-culturels indispensables.

Or, dans une récente étude, le directeur de l'Office public H.L.M. de la Ville de Paris a démontré que le prix du terrain dans la capitale a augmenté de 600 % en dix ans, alors que l'augmentation du prix de la construction n'a été que de 63 %. Auparavant, le prix du terrain entrait pour un dixième dans le coût d'un appartement H.L.M. ; aujourd'hui, il en représente près de la moitié.

En d'autres termes, construire des logements sociaux, c'est tendre essentiellement à trouver les moyens financiers de cette construction ; c'est abaisser le prix de revient des logements construits sans en diminuer la qualité, sans aboutir à édifier des territières, et sans lésiner sur les équipements collectifs ; c'est prévoir des espaces suffisants. Toutes choses qui nous paraissent contradictoires avec le système fondé sur la notion de liberté commerciale, de profit et de rentabilité des capitaux investis.

Si l'on poursuit la politique foncière actuelle, c'est-à-dire si on laisse évoluer librement le prix des terrains à bâtir, tant à l'intérieur des villes en voie de transformation et de rénovation qu'à proximité des centres urbains en voie de développement, on arrive à la situation suivante :

Où bien on fait payer en valeur de copropriété, ou par des loyers rentables mais exorbitants, le terrain, les constructions et les équipements collectifs, mais on ne peut s'adresser dès lors qu'à une clientèle sélectionnée en fonction de ses ressources — ce n'est pas l'objectif que nous poursuivons ici.

Où bien on construit à des prix et à des loyers accessibles à la majorité des mal-logés d'aujourd'hui ; mais dans ce cas, il faut sacrifier, et la qualité des logements, et les équipements collectifs et espaces verts, en densifiant les surfaces au point de rendre les nouveaux ensembles irrespirables et invivables — ce qui ne saurait évidemment pas davantage être notre objectif.

**U**NE telle situation est d'autant plus intolérable et injuste que les scandaleux profits de la spéculation foncière ne se justifient à aucun point de vue même pas si l'on se place dans le cadre du régime capitaliste que nous supportons malgré nous.

En effet, la notion de propriété foncière n'est pas une notion homogène : elle révèle des aspects différents selon les objets sur lesquels elle porte.

Le sol producteur terre cultivable,

Fonds de stabilisation des changes avait été créé pour briser, ou du moins pour maintenir dans des limites étroites, la spéculation sur la baisse de la monnaie française. De la même manière, le Fonds national

d'investissement foncier brisera la spéculation éhontée sur les terrains à bâtir, spéculation qui constitue le véritable frein à la construction des logements sociaux.

Qu'en conclure, sinon qu'il n'y a qu'une seule solution, à savoir donner toujours la priorité, et par conséquent les moyens, au secteur de la construction publique.

Comment ? La collectivité nationale doit avoir à sa disposition en matière d'habitat un organisme centralisateur et efficace qui soit capable de faire prévaloir l'intérêt du plus grand nombre sur celui des féodalités immobilières, cet organisme étant étroitement coordonné au Fonds national d'investissement foncier. Ce service national de l'Habitat doit avoir des ressources financières amples et des compétences étendues pour lui permettre de régler tous les aspects de la politique de l'habitat. Il en serait l'instrument principal, prenant en charge toute opération d'urbanisme qui devra *a priori* échapper à la notion capitaliste de rentabilité et de profit. Ce service national de l'Habitat serait le maître d'œuvre principal, passant les marchés, préparant les cahiers des charges, garantissant aux entreprises qui fournissent les matériaux et aux entreprises qui mettent en œuvre sur le chantier, la continuité des programmes et de l'emploi, et la sécurité du financement, toutes choses indispensables à un abaissement des prix de revient et à une véritable rationalisation des chantiers de construction. Le financement de ce service national de l'Habitat pourrait se faire par diverses voies : prêts budgétaires, prêts de la Caisse des dépôts et du Crédit Foncier, versement patronal de 1 % sur les salaires qui devrait être porté à 2 ou 3 %, produits de taxes spéciales affectées au logement sur diverses consommations de luxe, ou activités parasitaires, récupération des plus-values foncières sur les propriétaires privés et pourcentage des bénéfices que ferait dans des opérations de revente de Fonds national d'investissement foncier.

Ces modalités d'action peuvent être mises en œuvre dès à présent, même dans le cadre du régime capitaliste actuel. Il ne suffit pas de proclamer partout qu'on veut faire du social. Prendre les mesures indispensables à la promotion du logement social dont nous venons d'énumérer quelques-unes, pourrait servir de pierre de touche quant aux intentions réelles de nos gouvernants. Si ces mesures ne sont pas prises, nous saurons que les déclarations qui se succèdent font partie des promesses de campagnes électorales déjà entendues en d'autres temps, et que la mystification continue.

par David WEILL

a une valeur qui dépend pour partie de l'activité du propriétaire ; le sol, support urbain, a une valeur qui dépend en majeure partie de l'activité de la société elle-même. Alfred Sauvy disait déjà il y a plusieurs années : « La plus-value des terrains urbains ne résulte d'aucun mérite et n'est même pas le fruit de la chance ; c'est le plus souvent le résultat des Fonds de stabilisation des changes dépenses de la collectivité en travaux publics. »

Et Claudius-Petit, alors qu'il était ministre de la Construction, avait déclaré à la tribune de l'Assemblée nationale : « La valorisation du sol en France découle essentiellement des lois d'aide à la construction, des prêts du Crédit Foncier, des primes, etc. La plus-value du sol n'appartient pas logiquement au propriétaire, mais doit revenir à la collectivité. »

Les conséquences scandaleuses de cet état de choses sont que les mal-logés, qu'ils recourent pour se loger à l'accession à la propriété, ou à la location, paient deux fois les scandaleux profits spéculatifs fonciers : une première fois par les sommes astronomiques qu'ils versent au propriétaire, le prix du terrain étant inclus dans le prix de revient du bâtiment ou dans le loyer ; une seconde fois par le versement d'impôts ou de taxes de toute nature à l'Etat qui ne peut financer les équipements collectifs qu'avec l'argent des contribuables dont font partie les mal-logés.

Comment, dans ce cas, juguler cette spéculation, ou même la supprimer ?

Il faut d'abord poser le principe que le prix de revient d'un terrain à bâtir ne peut dépasser sa valeur d'utilisation immédiate, c'est-à-dire qu'en aucun cas on ne peut y incorporer les plus-values futures que lui donneront les investissements publics.

Il faut ensuite créer un véritable fonds national d'investissement foncier, permettant à l'Etat et à toutes les collectivités publiques ou semi-publiques d'acquérir les terrains, selon leur valeur d'utilisation immédiate, ces acquisitions s'inscrivant dans le cadre des programmes d'urbanisme prévus avant leur mise en chantier.

Ce Fonds national d'investissements fonciers jouera le rôle de régulateur du prix des terrains à bâtir, exactement comme le Fonds de stabilisation des changes joue le rôle de régulateur en matière monétaire. Le

d'investissement foncier brisera la spéculation éhontée sur les terrains à bâtir, spéculation qui constitue le véritable frein à la construction des logements sociaux.

**E**N ce qui concerne l'extension du droit de préemption au profit de l'Etat et des collectivités locales, elle nous paraît, à notre sens, une mesure nettement insuffisante, en raison du mécanisme même de ce droit de préemption :

1°. — La collectivité qui exerce ce droit devra payer au propriétaire privé le prix du marché, c'est-à-dire qu'un acquéreur privé lui aura offert. On évitera sans doute les dessous de table ; on n'évitera pas les profits spéculatifs.

2°. — Pour acquérir par voie de préemption, il faut de l'argent immédiatement disponible. Les collectivités locales n'en ont pas et ne peuvent s'en procurer qu'après de longs délais à l'expiration desquels le droit de préemption sera devenu caduc.

Seule, par conséquent, la création d'un Fonds national d'investissement foncier, permettant à l'Etat et aux collectivités locales la création de véritables réserves foncières, pourra apporter une solution au problème. Ce n'est évidemment pas dans ce sens que s'orientent nos dirigeants actuels, puisque M. Nungesser a encore affirmé, le 11 juin dernier, que le pouvoir ne toucherait pas au régime foncier et à l'appropriation privée du sol tels qu'ils fonctionnent actuellement. C'est la condamnation même du développement du logement social. On ne peut, du reste, pas attendre autre chose des princes qui nous gouvernent puisque par de multiples voies, ils sont eux-mêmes les profiteurs du système qu'ils veulent perpétuer au plus grand détriment des travailleurs et des mal-logés.

**D**ANS une économie libérale, aux mains des gros intérêts privés dont nous savons qu'ils sont, la plupart du temps, en opposition avec l'intérêt public, il est très difficile de faire intervenir des mesures d'inspiration dirigiste pour freiner les abus et les projets spéculatifs, parce que ces freins cassent la cons-